

Au Journal officiel du 3 au 9 décembre 2016

Au Journal officiel du 3 au 9 décembre 2016

12/12/2016

Au Journal officiel du 3 au 9 décembre 2016

La Rédaction législation de LexisNexis vous propose une sélection des textes les plus importants parus au Journal officiel.

Au JO du 3 décembre 2016 :

- Décret n° 2016-1644 du 1er décembre 2016 relatif à l'organisation territoriale de la veille et de la sécurité sanitaire – *Entrée en vigueur le 1^{er} avril 2017 - Modification du Code de la santé publique ;*
- Décret n° 2016-1645 du 1er décembre 2016 relatif à la permanence des soins et à diverses modifications de dispositions réglementaires applicables au service public hospitalier - *Modification du Code de la santé publique, du Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, du Code de procédure pénale, du Code de la sécurité sociale et de plusieurs textes non codifiés ;*
- Arrêté du 8 novembre 2016 fixant le modèle de déclaration subsidiaire de détachement du donneur d'ordre ou du maître d'ouvrage.

Au JO du 6 décembre 2016 :

- Loi n° 2016-1657 du 5 décembre 2016 relative à l'action extérieure des collectivités territoriales et à la coopération des outre-mer dans leur environnement régional – *Modification du Code général des collectivités territoriales ;*
- Loi n° 2016-1658 du 5 décembre 2016 relative à l'élection des conseillers municipaux dans les communes associées de la Polynésie française et à la modernisation du Code général des collectivités territoriales applicable aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics – *Modification du Code électoral et du Code général des collectivités territoriales ;*
- Décret n° 2016-1660 du 5 décembre 2016 relatif à des dispositions du livre 1er de la cinquième partie réglementaire du Code des transports – *Modification du Code des transports ;*
- Décret n° 2016-1661 du 5 décembre 2016 *modifiant le Code de l'environnement et la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;*
- Décret n° 2016-1663 du 5 décembre 2016 relatif aux modalités de déclaration des transferts de sommes d'un montant supérieur à 50 000 euros en application de l'article L. 152-1 du Code

monétaire et financier – *Modification du Code monétaire et financier* ;

- Décret n° 2016-1664 du 5 décembre 2016 portant application de l'article 27 de la loi n° 2015-1786 du 29 décembre 2015 de finances rectificative pour 2015 – *Modification du Code monétaire et financier* ;
- Décret n° 2016-1671 du 5 décembre 2016 portant création d'un fonds de lutte contre le tabac – *Entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2017 - Modification du Code de la sécurité sociale* ;
- Décret n° 2016-1673 du 5 décembre 2016 relatif à la fiabilité des copies et pris pour l'application de l'article 1379 du Code civil ;
- Décret n° 2016-1674 du 5 décembre 2016 portant application de l'article 706-62-2 du Code de procédure pénale et *modifiant le décret n° 2014-346 du 17 mars 2014* ;
- Décret n° 2016-1675 du 5 décembre 2016 portant création de l'inspection générale de la justice – *Entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2017 - Modification du Code de procédure pénale et du décret n° 2008-689 du 9 juillet 2008 et abrogation du décret n° 2010-1668 du 29 décembre 2010* ;
- Arrêté du 5 décembre 2016 précisant les modalités d'organisation de l'inspection générale de la justice et ses missions ;
- Décret n° 2016-1680 du 5 décembre 2016 relatif aux modalités d'opposition à la création des filiales dédiées au logement intermédiaire par les organismes d'habitations à loyer modéré ou à leur augmentation de capital et à la participation de ces organismes aux sociétés ayant le même objet – *Modification du Code de la construction et de l'habitation* ;
- Arrêté du 5 décembre 2016 fixant le contenu du dossier de création de filiales dédiées au logement intermédiaire par les organismes d'habitation à loyer modéré ou d'augmentation de capital ou de participation de ces organismes aux sociétés ayant le même objet.

Au JO du 7 décembre 2016 :

- Décret n° 2016-1683 du 5 décembre 2016 fixant les règles et procédures concernant l'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers, dites « norme commune de déclaration » ;
- Arrêté du 10 novembre 2016 *modifiant divers arrêtés* relatifs à la mise en service d'une procédure automatisée de transfert des données fiscales – *Voir également la délibération de la CNIL n° 2015-349 du 6 octobre 2015.*

Au JO du 9 décembre 2016 :

- Ordonnance n° 2016-1686 du 8 décembre 2016 relative à l'aptitude médicale à la navigation des gens de mer et à la lutte contre l'alcoolisme en mer – *Ce texte contient des dates d'entrée en vigueur particulières – Modification du Code des transports, du Code du travail maritime et de l'ordonnance n° 2016-1314 du 6 octobre 2016* ;

- Ordonnance n° 2016-1687 du 8 décembre 2016 relative aux espaces maritimes relevant de la souveraineté ou de la juridiction de la République française – *Modification du Code des douanes, du Code de l'environnement, du Code de la défense, du Code général des impôts, du Code minier, du Code de la recherche et du Code des transports ; abrogation et modification de plusieurs textes non codifiés ;*
- Décret n° 2016-1689 du 8 décembre 2016 fixant le nom, la composition et le chef-lieu des circonscriptions administratives régionales – *Entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2017 – Modification du Code des juridictions financières ; abrogation du décret n° 60-516 du 2 juin 1960 et du décret n° 65-73 du 27 janvier 1965.*

La Rédaction Législation

© LexisNexis SA